

Déclaration finale du Sommet des peuples - Panama 2015

17 avril
2015



Nous, les peuples de Notre Amérique, rassemblés au Sommet des peuples, des syndicats et des mouvements sociaux à l'Université du Panama les 9, 10 et 11 avril 2015, représentons plus de 3500 déléguéEs de centaines d'organisations ouvrières, syndicales, paysannes, autochtones, étudiantes, femmes et du mouvement social et populaire.

Dans le cadre d'un débat unitaire, fraternel et solidaire, les participants aux conférences et à 15 ateliers du Sommet des peuples,

DÉCLARONS :

Nous, les peuples de Notre Amérique, nous exprimons notre ferme soutien à la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme une zone de paix libre du colonialisme, comme cela a été convenu à l'unanimité par tous les gouvernements des Amériques en janvier 2014 par le deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC).

À cet égard, nous rejetons le harcèlement militaire, les agressions et les menaces de toutes sortes faites par les États-Unis et ses alliés stratégiques contre notre région par des bases militaires, des sites et l'exploitation d'installations similaires, qui, dans les quatre dernières années, sont passés de 21 à 76 dans Notre Amérique, dont 12 d'entre eux au Panama et nous exigeons l'abrogation du pacte de neutralité, qui permet l'intervention de l'armée américaine dans la République du Panama.

L'Irak, l'Afghanistan, la Somalie, la Palestine, le Mali, la République centrafricaine, la Syrie, l'Ukraine, le Nigeria, le Pakistan, le Congo, la Mauritanie, la Libye et le Yémen sont quelques-unes des plus récentes interventions militaires des États-Unis avec son cortège de morts et de désolation. Nous ne voulons pas de cette situation dans notre Amérique.

Nous soutenons donc les déclarations faites par le Secrétariat général de l'Unasur demandant l'exclusion de toutes les bases militaires de notre région et nous réclamons qu'aucun pays n'ait le droit de juger la conduite d'un autre pays et beaucoup moins encore d'imposer des sanctions ou des pénalités pour leurs propres fins.

Nous, les peuples de l'Amérique, nous appuyons le peuple cubain et sa révolution, nous saluons le retour des cinq héros cubains, un produit de la solidarité internationale et de la lutte inlassable de son peuple. Nous exigeons, avec tous les peuples du monde, la levée immédiate et inconditionnelle du blocus génocidaire contre la République de Cuba par le gouvernement des États-Unis et la fermeture immédiate de Guantanamo sans autre condition que le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Nous, les peuples de l'Amérique, nous exprimons notre soutien inconditionnel et sans restriction à la Révolution bolivarienne et au gouvernement légitime dirigé par le camarade Nicolas Maduro.

Par conséquent, nous rejetons le décret interventionniste, injuste et immoral par lequel le gouvernement des États-Unis cherche à présenter la République bolivarienne du Venezuela comme une menace pour sa sécurité nationale, décret qui a déjà été rejeté unanimement par tous les pays de notre Amérique.

Nous, les peuples de l'Amérique, réaffirmons que Puerto Rico est un pays d'Amérique latine et des Caraïbes avec sa propre identité et son histoire distincte, dont les droits à l'indépendance et la souveraineté sont violés par une tutelle coloniale imposée arbitrairement depuis plus d'un siècle par l'impérialisme américain contre la lutte historique de Puerto Rico pour sa souveraineté et son autodétermination ; de nombreuses personnes, parmi lesquelles Oscar López Rivera, croupissent en prison et nous exigeons sa libération immédiate.

Nous, les peuples de l'Amérique, nous réaffirmons notre appui solidaire et nous espérons que les Dialogues de paix en Colombie, qui ont lieu entre le gouvernement de la Colombie et les FARC-EP, nous demandons l'ouverture d'une négociation similaire avec l'ELN afin d'assurer la transition vers la construction d'un processus de paix ferme et durable basé sur la justice sociale. Nous nous félicitons des mesures prises par les différents gouvernements pour faciliter le succès de ce processus.

Nous, les peuples de l'Amérique, nous réitérons notre soutien permanent et inconditionnel à l'Argentine dans ses efforts pour récupérer les îles Malouines, aussi, notre soutien à l'État plurinational de Bolivie à son aspiration toujours retardée d'avoir un accès à la mer . Nous exigeons le retrait immédiat des troupes d'occupation d'Haïti, geste qui permettra son autodétermination. Nous exigeons que le gouvernement du Mexique le retour, vivant des 43 professeurs stagiaires dans Ayotzinapa disparus.

Nous, les peuples des Amériques, exprimons la nécessité impérieuse de la construction et de l'approfondissement d'une nouvelle société de justice sociale et d'égalité des sexes, avec la participation active des jeunes et des différents acteurs sociaux, avec la solidarité comme principe essentiel pour le développement intégral et souverain de notre peuple. Aujourd'hui, dans notre Amérique, certains laquais de l'impérialisme existent et ils essaient de soutenir et d'imposer le modèle néolibéral comme la solution aux problèmes et aux besoins de notre peuple, un modèle qui s'est avéré être l'instrument le plus efficace pour l'aggravation de la pauvreté, de la misère, des inégalités, de l'exclusion et de la répartition inéquitable des richesses.

Dans cette situation, nous déclarons et nous appelons à se battre pour défendre nos ressources naturelles, la biodiversité, la souveraineté alimentaire, nos biens communs, la Terre-Mère, les droits ancestraux des peuples autochtones et les conquêtes et les droits sociaux. Nous luttons pour l'emploi, pour un travail et un salaire dignes, pour la sécurité sociale, les pensions, la négociation collective, la syndicalisation, le droit de grève, la liberté d'association, la santé au travail, les droits économiques et sociaux, le respect des migrants et des habitants d'origine africaine, l'éradication du travail des enfants et de l'esclavage et la justice par l'égalité de genre.

Tout cela est et sera possible que si nous travaillons dans l'unité dans le but de construire un rapport de forces pour remplacer le pouvoir du bloc dominant par un bloc social et politique qui défend les intérêts de nos peuples.

Dix ans après la déroute de la ZLEA, nous réaffirmons notre lutte contre les nouvelles formes d'accords de libre-échange ALE, PTC, TISA, l'Alliance du Pacifique. Donc, nous continuons également à maintenir que la dette extérieure de nos pays est impayable, illégitime et immorale.

Nous, les peuples de l'Amérique, nous nous félicitons du processus d'intégration qui fait primer l'autodétermination et la souveraineté de nos peuples, des processus tels que l'ALBA et la CELAC, processus qui ont renforcé l'unité latino-américaine. Nous croyons que nous devons compléter ces processus par la participation des organisations sociales, syndicales, par celle des organisations de base, afin de promouvoir davantage une intégration par et pour le peuple.

11 avril 2015

traduction libre | internacionales@granma.cu

»» http://www.pressegauche.org/spip.php++cs_INTERRO++article21711